

## ENVIRONNEMENT

# Réchauffement climatique: solutions pour éviter le pire

Michael Casey/AP

Après avoir mis en garde contre les effets prévisibles du réchauffement de la planète, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publiera le 4 mai un nouveau rapport détaillant les solutions pour éviter le pire: énergies alternatives, bâtiments et voitures moins gourmands en énergie, capture du méthane émis par le bétail...

Dans le scénario de limitation du réchauffement le plus optimiste, l'économie mondiale pourrait ne perdre que trois points de croissance d'ici 2030 en déployant les technologies réduisant les gaz à effet de serre, souligne le GIEC dans son rapport.

Mais les choses ne seront pas faciles. «Les gouvernements, les entreprises et les individus doivent tous tirer dans le même sens», souligne la scientifique britannique Rachel Warren, co-auteure du rapport. De gros émetteurs de gaz à effet de serre comme les Etats-Unis – premier pollueur avec un quart des rejets –, la Chine – qui devrait prendre la première place dès cette année – et l'Inde devront s'engager à réduire leurs émissions de

dioxyde de carbone (CO<sub>2</sub>) et d'autres gaz à effet de serre à l'instar de l'Europe et du Japon, qui ont ratifié le protocole de Kyoto et accepté des objectifs contraignants.

Le rapport du GIEC, dont la version finale sera publiée le 4 mai à Bangkok, souligne que les émissions peuvent être réduites en abandonnant les énergies produisant beaucoup de carbone comme le charbon, en favorisant les économies d'énergie et en freinant sérieusement la déforestation.

«Les occasions et la technologie existent, et il s'agit maintenant d'encourager l'utilisation accrue de ces technologies», affirme Ralph Sims, de l'Agence internationale de l'énergie, l'un des 33 co-auteurs du rapport.

Dans deux rapports publiés cette année, le GIEC a dépeint un tableau inquiétant de l'avenir de la planète où les températures pourraient gagner jusqu'à six degrés Celsius d'ici 2100. Une hausse de «seulement» deux degrés Celsius pourrait entraîner des pénuries d'eau pour jusqu'à deux milliards de personnes d'ici 2050 et menacer d'extinction 20% à 30% des espèces dans le monde.

Le nouveau rapport dit clairement que les gouvernements doivent adopter rapidement des solutions technologiques, certaines déjà disponibles, d'autres en cours de développement, pour simplement limiter le réchauffement à deux degrés.

Des baisses significatives des émissions pourraient être obtenues en construisant des bâtiments plus économes en énergie, surtout dans les pays en développement, et en abandonnant le charbon au profit du gaz naturel, du nucléaire et des énergies renouvelables comme le solaire, l'éolien et les biocarburants.

Rendre les moteurs des véhicules plus économes, réduire la déforestation, planter des arbres pour constituer des «pièges» à carbone et même capturer le méthane émis par les animaux d'élevage et le fumier pourraient également permettre des avancées non négligeables.

En prenant rapidement des mesures «optimales», on pourrait, d'ici 2030, stabiliser la concentration des gaz à effet de serre dans l'atmosphère entre 445 et 534 parties par millions (ppm), au lieu de

430 ppm aujourd'hui. Le rapport souligne également qu'une stabilisation relativement rapide à 450 ppm – scénario peu probable – pourrait limiter la hausse de température à deux degrés au-dessus de son niveau pré-industriel. Ce qui pourrait permettre de limiter les dégâts, selon les chercheurs.

Une stabilisation entre 445 et 534 ppm pourrait réduire le produit intérieur brut (PIB) mondial de près de 3% sur deux décennies, alors que la croissance mondiale actuelle avoisine les 3% par an. Mais s'il n'est pas freiné, le réchauffement pourrait à terme amputer chaque année l'économie mondiale de 5% à 20% de son PIB, averti l'an dernier un rapport du gouvernement britannique.

Le GIEC précise que son estimation du coût du réchauffement est basée sur un nombre «relativement réduit» d'études et se fonde sur un scénario optimiste. Il souligne également que la volonté politique n'est pas suffisante dans certains grands pays en matière de lutte contre le réchauffement. «Nous ne progressons pas aussi vite que nous le pourrions ou le devrions», assure M. Sims.